

Insee Conjoncture

Réunion



N°2

Juin 2016

Bilan économique 2015

La croissance se maintient

Les différentes analyses de ce bilan économique 2015 ont été rédigées par l'Insee ainsi que par les organismes suivants: CERBTP; CMA Réunion; Daaf Réunion; Deal Réunion; Dieccte Réunion; Agence IEDOM Réunion; Statistics Mauritius.



Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Avant-propos

Chaque année, l’Insee vous propose un Bilan économique de l’année écoulée mettant en perspective les faits et chiffres marquants de la conjoncture régionale au regard des grandes tendances dressées dans le Bilan conjoncturel annuel national.

Inscrit dans la collection « Insee Conjoncture », cet éclairage conjoncturel annuel, utile au débat local et à la décision publique, est mené simultanément dans toutes les régions françaises. Il complète ainsi les tableaux d’indicateurs régionaux diffusés régulièrement autour des thèmes du marché du travail, de l’emploi, des entreprises et du tourisme.

Comme à l’accoutumée, la réalisation de ce travail est pilotée et coordonnée par l’Insee. Cette année ont contribué la Cellule économique du BTP de La Réunion (CERBPT), la Chambre de métiers et de l’artisanat (CMA), la Direction de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt (Daaf), la Direction de l’environnement, de l’aménagement et du logement (Deal), la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi (Dieccte), l’Institut d’émission des départements d’outre-mer (IEDOM) et Statistic Mauricius.

Ce diagnostic partagé résulte de la mise en commun des analyses des rédacteurs, experts de leur domaine. Qu’ils soient tous vivement remerciés de cette précieuse collaboration au service d’une meilleure connaissance de l’économie de la région et de ses enjeux.

*La directrice régionale de l’Insee
La Réunion Mayotte*

Valérie Roux

Sommaire

Avant-propos	1	Artisanat	22
Économie régionale	4	Le redressement se poursuit	
La croissance se maintient		<i>Nadjib Vali, CMA</i>	
<i>Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee</i>		Tourisme	24
Consommations-revenus	6	La fréquentation touristique augmente	
L'amélioration du pouvoir d'achat se confirme		de 5,1 % en 2015	
<i>Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee</i>		<i>Françoise Legros, Insee</i>	
Prix	8	Transports	26
Les prix baissent de 0,3 % en 2015		En 2015, les trafics aérien et maritime	
<i>Philippe Paillole, Insee</i>		sont plus dynamiques	
Commerce extérieur	10	<i>Sébastien Ajir, Insee</i>	
La chute des prix des carburants limite		Système bancaire	28
la hausse des importations		L'activité bancaire continue de s'améliorer	
<i>Antonin Creignou, Insee</i>		<i>Agence IEDOM de La Réunion</i>	
Emploi	12	Cadrage national et international	30
Tous les secteurs créent de l'emploi		L'économie française accélère en 2015	
<i>Jannick Rivière, Insee</i>		<i>Camille Sutter, Division Synthèse Conjoncturelle</i>	
Marché du travail	14	Maurice	32
L'embellie se poursuit chez les jeunes		La croissance mauricienne se stabilise	
<i>Maurice Colliez, Dieccte</i>		<i>Ratna Appadu, Statistics Mauritius</i>	
Démographie des entreprises	16	Océan Indien	34
Repli de 8 % des créations d'entreprises en 2015		La baisse des coûts des matières premières	
<i>Claude Touzet, Insee</i>		joue sur la croissance	
Agriculture	18	<i>Hervé Le Grand, Insee</i>	
Les revenus agricoles poursuivent leur croissance		Définitions	35
<i>Gil Chaulet, Daaf</i>			
Construction	20		
Malgré la Nouvelle route du littoral,			
l'activité du BTP se contracte			
<i>Murielle Legros Pougavanon, CERBTP</i>			
<i>Claire Grangé, Deal</i>			

La croissance se maintient

En 2015, la croissance du PIB en volume se maintient après le rebond de 2014 (+ 2,8 % après + 3,1 %). Soutenue par un pouvoir d'achat en progression, la consommation des ménages se renforce (+ 3,2 % après + 2,7 %). L'investissement continue de progresser (+ 4,1 %) mais à un rythme moins soutenu qu'en 2014. Le tourisme repart à la hausse après trois années consécutives de recul. La situation sur le marché du travail s'améliore nettement.

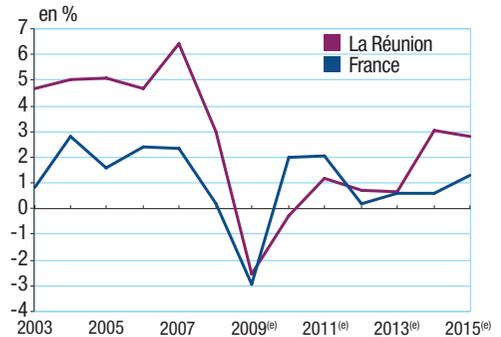
Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion augmente de 2,8 % en volume en 2015 après + 3,1 % en 2014 (*figure 1*). La croissance ralentit un peu par rapport à 2014 mais reste bien supérieure à la timide reprise observée entre 2010 et 2013. Le léger recul des prix du PIB (- 0,2 %) participe à la croissance : les prix à la consommation des ménages fléchissent notamment de 0,5 % et soutiennent ainsi le pouvoir d'achat et la consommation des ménages (*définitions*).

Le PIB par habitant progresse de 2,3 % en volume comme en 2014. Il atteint ainsi 21 460 euros. Même s'il a quasiment doublé en vingt ans, le PIB par habitant ne représente en 2015 à La Réunion que 65 % du niveau national.

En France, le PIB croît de 1,3 % en volume en 2015, après deux années de croissance modérée (+ 0,6 % en 2013 et en 2014). La consommation des ménages accélère et les dépenses d'investissement rebondissent (+ 1,0 % après - 0,3 % en 2014). Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages s'améliore, en raison essentiellement du dynamisme des revenus d'activité et des prestations sociales en espèces. Le pouvoir d'achat individuel croît sensiblement, pour la première fois depuis 2010.

1 Le PIB progresse de 2,8 % en volume
Évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume



(e) : estimation.

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides (2008-2015).

La consommation se renforce

La consommation constitue, plus encore qu'en 2014, le moteur principal de la croissance réunionnaise (*figure 2*). La consommation des ménages se renforce : + 3,2 % en volume après + 2,7 % en 2014. Elle est soutenue par la baisse des prix à la consommation (- 0,5 %) et par le dynamisme du revenu disponible brut (+ 2,8 %). En effet, les salaires continuent de progresser en 2015 (+ 2,9 % après + 4,4 %). Cette hausse

2 La consommation des ménages, moteur de la croissance

Le produit intérieur brut (PIB) à La Réunion et ses principales composantes

	2015 ^(e) (en milliards d'euros)	Évolution 2014/2015		
		Volume	Prix	Valeur
		(en %)		
Produit Intérieur Brut	18,15	2,8 %	- 0,2 %	2,6 %
Consommation des ménages	12,57	3,2 %	- 0,5 %	2,7 %
Cons. des adm. publiques	6,80	2,3 %	- 0,1 %	2,2 %
Investissement	3,53	4,1 %	0,5 %	4,6 %
Importations	4,84	3,7 %	- 3,2 %	0,4 %
Exportations	0,45	- 0,1 %	0,1 %	0,0 %
Dépense des touristes	0,31	5,2 %	1,1 %	6,4 %

(e) : estimation – Source : Cerom, comptes rapides.

est relayée par une augmentation plus importante des prestations sociales en espèces (+ 3,3 % après + 1,1 % en 2014), notamment du RSA et des prestations chômage.

Les dépenses de consommation des administrations publiques continuent de progresser au même rythme qu'en 2014 (+ 2,3 %). De nouveau, les dépenses de l'État progressent moins rapidement que celles des collectivités locales (respectivement + 2,0 % et + 2,3 %).

L'investissement ralentit

Dopé par le démarrage des travaux de la Nouvelle route du littoral en 2014, l'investissement avait nettement rebondi l'année dernière (+ 6,8 % en volume). En 2015, sa progression ralentit (+ 4,1 % en volume).

L'investissement en BTP progresse modérément dans un secteur à deux vitesses. Grâce à la Nouvelle route du littoral, l'activité dans les travaux publics se maintient à son plus haut niveau depuis 2009. Par contre, le bâtiment reste à la peine : le chiffre d'affaires du secteur recule de près de 9 % soit sa plus forte baisse sur un an

depuis 2010. Si les mises en chantier redémarrent (+ 5,5 % en 2015), les permis de construire diminuent pour la troisième année consécutive (- 4,8 %). L'investissement en biens d'équipement reste dynamique (+ 6,9 % après + 9,2 % en 2014), soutenu par les achats d'automobiles des entreprises.

Le montant des importations à La Réunion évolue peu (+ 0,4 %) suite à la chute des prix des carburants en 2015. Toutefois, en volume, les importations augmentent de 3,7 %. Les exportations sont stables après une baisse en 2014. Le solde du commerce extérieur continue ainsi de se dégrader mais moins rapidement qu'en 2014.

Après trois années consécutives de baisse, la fréquentation touristique repart à la hausse (+ 5,1 %). Le tourisme affinitaire comme le tourisme d'agrément progressent. Le tourisme d'affaire confirme sa forte dynamique de 2014. Les dépenses des touristes ont ainsi nettement augmenté sur un an (+ 5,2 % en volume). Considérées comme des exportations, ces dépenses contribuent positivement au PIB mais participent peu à la croissance, leur poids étant limité dans l'économie réunionnaise (1,7 %).

L'amélioration se poursuit sur le marché du travail

L'emploi salarié marchand poursuit en 2015 la dynamique entamée en 2014 : + 3,7 % en glissement annuel après + 2,4 %. Cette hausse de l'emploi combinée à une stabilisation des taux d'activité permet un nouveau recul du taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT). Celui-ci passe de 26,8 % en 2014 à 24,6 % en 2015. Le taux de chômage réunionnais reste très supérieur à celui de métropole (10 %). ■

L'amélioration du pouvoir d'achat se confirme

En 2015, le revenu disponible brut des ménages augmente de 2,8 % en valeur à La Réunion. Soutenus par la baisse des prix, les revenus progressent de 3,1 % en volume. Le pouvoir d'achat individuel augmente ainsi de 2,6 % et s'établit à 82 % du niveau français, poursuivant le rattrapage en cours. La masse salariale versée sur le territoire reste dynamique mais ralentit. Les prestations sociales augmentent de 2,2 %. Au final, la consommation des ménages se tonifie, avec + 3,2 % en volume après + 2,7 % en 2014.

Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee

Le revenu disponible brut des ménages (RDBM, *définitions*) progresse en valeur de 2,8 % en 2015 après + 2,7 % en 2014 (*figure 1*). Les prix de la dépense de consommation finale des ménages baissent de 0,5 %, en lien avec la baisse de l'indice de prix à la consommation (- 0,3 %). Par conséquent, le RDBM en volume augmente de + 3,1 % après + 2,5 % en 2014. Ramené à la population, le pouvoir d'achat individuel (RDBM en volume/habitant) se renforce également : + 2,6 % après + 1,8 % en 2014 (*figure 2*).

En France, le pouvoir d'achat individuel progresse également mais moins rapidement

1 Le revenu disponible brut des ménages augmente deux fois plus vite à La Réunion qu'en France en 2015

Évolution du revenu disponible des ménages entre 2014 et 2015

	Total		Par habitant	
	en valeur en %	en volume en %	en valeur en %	en volume en %
La Réunion	2,8	3,1	2,2	2,6
France	1,4	1,6	1,0	1,2

Source : Insee, Comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom - Comptes rapides.

(+ 1,2 %). Les prix de la dépense de consommation diminuent pour la première fois depuis 2009 (- 0,2 %) tandis que le revenu disponible progresse de 1,6 % en volume.

Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais en valeur atteint 82,3 % du niveau national, soit 10 points de plus en dix ans. Ce rattrapage rapide a marqué un coup d'arrêt en 2008 mais reprend depuis 2013. En 2015, le pouvoir d'achat individuel réunionnais accuse ainsi un retard de 12 ans sur le niveau national.

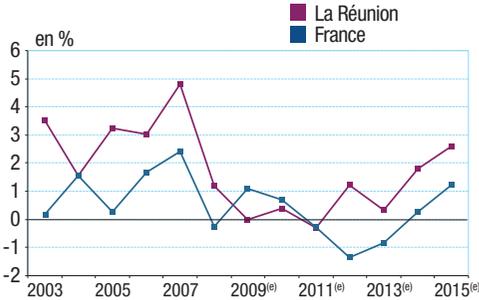
La hausse de la masse salariale se poursuit

En 2015, la masse salariale reste dynamique mais progresse moins rapidement qu'en 2014 (+ 2,9 % après + 4,4 %). Ce léger ralentissement impacte tous les secteurs excepté l'agriculture.

Les salaires du secteur non marchand progressent de 2,4 % après + 3,8 % en 2014. Les dépenses de frais de personnels de la Région augmentent fortement (+ 9,7 %) tandis que celles des autres administrations décélèrent (+ 2,0 % après + 3,5 % en 2014). Les salaires

**2 Le pouvoir d'achat individuel
progressé de 2,6 %**

Évolution en volume du RDBM par habitant
à La Réunion et en France



(e) : estimation.

Source : Insee, Comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom - Comptes rapides.

du secteur non marchand représentent 45 % des salaires versés à La Réunion.

Les salaires versés dans les services marchands continuent également de progresser (+ 3,1 %, après + 5,0 % en 2014). Après un redémarrage lié au début des travaux de la Nouvelle route du littoral en 2014, les masses salariales dans la construction et le secteur « transports et entreposage » maintiennent leur vitalité en 2015 avec respectivement + 4,9 % et + 4,4 %. La reprise du tourisme à La Réunion en 2015 favorise les recrutements dans l'hébergement et la restauration. Ainsi, les salaires versés dans la branche augmentent de 9,7 %. À l'inverse, la masse salariale dans l'information et la communication recule de 2,2 % suite aux difficultés du secteur de la presse.

Revalorisations du RSA

Les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de Sécurité sociale) stagnent en 2015 (+ 0,6 % après + 3,2 % en 2014) suite la forte baisse des remboursements de médicaments (- 8,1 %).

Les prestations en espèces versées par la caisse d'allocations familiales (hors allocations logement) ralentissent également en 2015 : + 2,7 % après + 5,2 % en 2014. Elles continuent toutefois de progresser grâce aux allocations liées aux minima sociaux, notamment le revenu de solidarité active (RSA). Ce dernier progresse de 4,4 % en raison notamment des deux revalorisations appliquées en janvier et septembre (respectivement + 0,9 % et + 2,0 %). À l'inverse, les montants versés aux titres des allocations familiales et des prestations liées aux jeunes enfants diminuent respectivement de 0,8 % et de 2 %. Cette baisse est la conséquence du recul du nombre de bénéficiaires suite à la loi de financement de la Sécurité sociale qui introduit depuis juillet 2015 une modulation de ces allocations et prestations en fonction du revenu.

Le montant des retraites progresse plus rapidement en 2015 (+ 2,8 % après + 1,9 % en 2014).

Les effets de la nouvelle convention d'assurance chômage

Malgré une baisse du taux de chômage de 2,2 points, le nombre d'allocataires en 2015 progresse (+ 10,5 %), ainsi que le montant des prestations versées sur le territoire (+ 6 %). En effet, la nouvelle convention d'assurance chômage modifie depuis le 1^{er} octobre 2014 les droits des allocataires. Elle inclut la mise en place des droits rechargeables et la simplification des règles relatives au cumul des revenus du travail et de l'allocation chômage.

Hausse de la consommation des ménages

La hausse du pouvoir d'achat se traduit par une hausse de la consommation des ménages de + 3,2 % en volume après + 2,7 % en 2014. Les biens consommés étant en grande partie importés, cette croissance stimule les importations qui augmentent de 3,7 % en volume. ■

Les prix baissent de 0,3 % en 2015

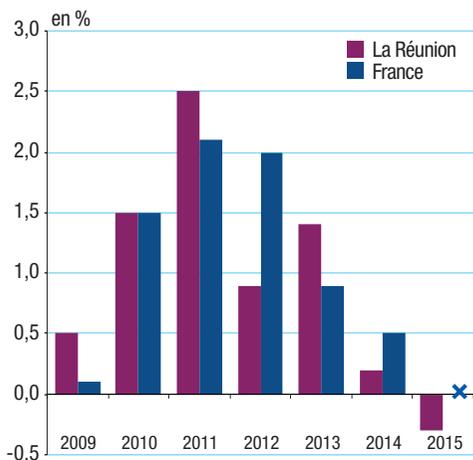
A La Réunion, les prix à la consommation des biens et services baissent en moyenne de 0,3 % en 2015 alors qu'ils sont stables en France. La forte baisse des prix de l'énergie (- 6,9 %) n'est pas compensée par la hausse de ceux de l'alimentation (+ 0,5 %) et des services (+ 0,3 %).

Philippe Paillolle, Insee

En 2015, les prix à la consommation des biens et services baissent à La Réunion, en moyenne de 0,3 % après avoir nettement ralenti en 2014 (+ 0,2 %). En France, l'inflation est nulle en 2015 (+ 0,0 %) (*figure 1*). L'énergie est le poste qui contribue le plus à la baisse des prix (- 0,6 point). À l'inverse, les prix de l'alimentation et des loyers, eau, enlèvement des ordures et de l'électricité augmentent et contribuent positivement de 0,1 point chacun (*figure 2*).

1 Les prix ont baissé en 2015

Variations des prix en moyenne annuelle



Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Forte baisse des prix de l'énergie

La chute de 11,6 % des prix des produits pétroliers fait fortement baisser les prix de l'énergie en 2015 (- 6,9 % après + 0,1 % en 2014). Les prix des carburants reculent de 11,3 % : - 13,2 % pour le gazole et - 10,2 % pour le supercarburant. Le tarif de la bouteille de gaz diminue quant à lui de 13,0 %. À l'inverse, l'électricité coûte plus cher en 2015 (+ 2,6 %).

En France, les prix de l'énergie reculent également (- 4,7 %) suite à la baisse des prix des produits pétroliers (- 10,8 %).

Hausse modérée des prix de l'alimentation et du tabac

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent plus modérément qu'en 2014 (+ 0,5 % après + 0,9 %). Cette hausse concerne à la fois les produits frais (+ 0,4 % après + 2,3 % en 2014) et les produits alimentaires hors produits frais (+ 0,6 % comme en 2014). En particulier, les prix du poste « pain et céréales » et ceux des légumes en conserve, secs et surgelés portent la hausse (respectivement + 0,8 % et + 5,2 %). Les prix des boissons alcoolisées augmentent de 1,1 %. Au sein des produits frais, l'augmentation est portée par les prix des poissons (+ 7,4 %) et des légumes (+ 1,4 %). Les prix des fruits frais baissent de 3,6 %.

2 L'énergie contribue le plus à la baisse des prix en 2015

Évolution des indices des prix en moyennes annuelles et contributions à l'inflation

	Pondérations	Évolution des moyennes annuelles 2014/2015		Contributions à l'inflation à La Réunion
		La Réunion	France	
		(en %)		(en point)
Ensemble	10000	- 0,3	0,0	- 0,3
Alimentation hors tabac	1756	0,5	0,4	0,1
Produits frais	189	0,4	5,3	0,0
Alimentation hors produits frais	1567	0,6	- 0,2	0,1
Tabac	122	0,1	0,3	0,0
Produits manufacturés	3192	0,0	- 0,9	0,0
Habillement et chaussures	633	- 2,4	- 0,9	- 0,1
Produits de santé	134	1,6	- 3,5	0,0
Autres produits manufacturés	2425	0,5	- 0,3	0,1
Énergie, dont :	785	- 6,9	- 4,7	- 0,6
Produits pétroliers	525	- 11,6	- 10,8	- 0,6
Services	4145	0,3	1,2	0,1
Loyer, eau et enlèvement des ordures	1004	1,3	0,9	0,1
Services de santé	172	1,0	0,4	0,0
Transports et communications	993	- 1,5	1,1	- 0,1
Autres services	1976	0,6	1,5	0,1
Ensemble hors énergie	9215	0,2	0,5	0,2
Ensemble hors tabac	9878	- 0,3	0,0	- 0,3

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

En France, les prix des produits alimentaires s'accroissent également (+ 0,4 %). Cette hausse n'est toutefois portée que par les produits frais (+ 5,3 %), alors que les prix des produits alimentaires hors produits frais diminuent (- 0,2 %).

Les prix du tabac augmentent légèrement en 2015 (+ 0,1 %). Ils ne contribuent pas significativement à l'inflation (+ 0,0 point). En France, le tabac est en hausse de 0,3 %.

Faible hausse des prix des services

Les services représentent 41 % des dépenses des Réunionnais. Leurs prix augmentent de 0,3 % en 2015 et contribuent pour 0,1 point à l'évolution globale des prix. En France, les prix des services progressent de 1,2 %.

Dans les services, la hausse des prix est portée par l'augmentation des dépenses liées au logement (+ 1,3 %). Ainsi, les loyers et les services de fourniture d'eau sont plus chers respectivement de 0,8 % et de 3,8 %. Les prix des « Autres services » augmentent en moyenne de 0,6 %. Ils sont portés par les prix de l'hôtellerie, café, restauration (+ 1,6 %), des voyages touristiques tout compris (+ 3,8 %) et de l'entretien et réparation de véhicules personnels (+ 1,7 %). Les prix des services de santé sont également en hausse de 1,0 %.

À l'inverse, les prix des services de transports et communications baissent de 1,5 %. La baisse entamée depuis 2012 se poursuit en 2015 sur les prix des services de télécommunication (- 2,4 %). Les prix des transports aériens de voyageurs diminuent de nouveau (- 1,2 % après - 2,6 % en 2014). Les prix des assurances automobiles et ceux des services financiers reculent également en 2015 (respectivement - 1,7 % et - 6,1 %).

Stabilité des prix des produits manufacturés

Les prix des produits manufacturés sont stables en 2015 (+ 0,0 % après - 0,1 % en 2014). Ils pèsent pour un tiers dans les dépenses des Réunionnais. En France, ils diminuent de 0,9 %.

Les prix de l'habillement et des chaussures et ceux des équipements audiovisuels, photographiques et informatiques diminuent respectivement de 2,4 % et de 2,2 %. Ces baisses compensent les hausses des prix des véhicules et des pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels (+ 1,0 % et + 5,2 %). Les prix des produits de santé augmentent également (+ 1,6 %) alors qu'ils baissent en France (- 3,5 %). ■

La chute des prix des carburants limite la hausse des importations

Les importations sont ralenties en 2015 par la baisse des prix des carburants. Les exportations repartent à la hausse avec une augmentation de 3,5 % stimulée par les exportations de biens d'équipement. Les échanges restent centrés sur la France métropolitaine et diminuent même avec les pays de la zone océan Indien.

Antonin Creignou, Insee

En 2015, La Réunion a importé pour 4,7 milliards d'euros de biens, soit 0,5 % de plus qu'en 2014 (*figure 1*). La baisse des importations d'énergie (- 22 %), en lien avec la chute des prix du carburant compense les hausses d'importations d'autres biens.

À l'inverse, les importations de biens d'équipement augmentent fortement (+ 9 %). Les biens d'équipement (28 % des importations) regroupent les biens durables qui servent à produire d'autres biens (machines, etc.) et les véhicules automobiles. Ces derniers sont particulièrement dynamiques (+ 16 %, soit 8 % des importations).

1 Les importations augmentent de 0,5 %

Répartition des importations et exportations à La Réunion en 2015

	2015 (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2014/2015 (en %)
Ensemble des importations	4672	100,0	0,5
Biens de consommation non durables	1480	31,7	0,7
Biens d'équipement	1321	28,3	8,8
Biens intermédiaires	990	21,2	0,9
Énergie	462	9,9	- 21,6
Biens de consommation durables	266	5,7	7,3
Produits agricoles, sylvicoles ¹	105	2,2	10,5
Autres produits	42	0,9	- 8,7
Ensemble des exportations	294	100,0	3,5
Biens de conso, non durables	178	60,6	0,1
Biens d'équipement	58	19,8	30,4
Biens intermédiaires	24	8,1	- 8,2
Biens de consommation durables	6	1,9	1,2
Autres produits	28	9,6	- 5,7

(1) : Hors « pêche et aquaculture » désormais comptées dans « Autres produits ».

Source : Douanes.

Les importations de biens de consommation durables (lave-linge, matelas par exemple) et de produits agricoles et sylvicoles sont également en hausse (respectivement + 7 % et + 11 %).

Les importations de biens de consommation non durables (denrées alimentaires, textiles, etc.) représentent 32 % des importations et augmentent plus modérément (+ 0,7 %). De même, les importations de biens intermédiaires (ciment, béton, etc.) qui représentent 21 % des importations sont en hausse de 1 %.

59 % des importations viennent de France métropolitaine

Les biens importés proviennent majoritairement de métropole (59 %) (*figure 2*). La métropole vend principalement des biens de consommation non durables (40 % des importations de métropole) et des biens

d'équipement, essentiellement des véhicules automobiles (32 % des importations de métropole).

La Réunion se fournit également en Asie (19 % des importations), notamment à Singapour et en Chine. Singapour vend à La Réunion essentiellement du carburant et la Chine des produits électroniques, des meubles et du textile.

Avec 14 % des importations, l'Union européenne constitue le troisième fournisseur de La Réunion. L'Allemagne, la Belgique, l'Italie et l'Espagne sont les quatre principaux pays européens fournisseurs. Les importations de Belgique ont fortement augmenté en 2015 (+ 44 %) suite à des achats de biens d'équipement et intermédiaires.

Le commerce avec les pays proches diminue : seulement 1 % des importations proviennent des îles de l'océan Indien et les montants importés baissent de 2,5 %. Les importations baissent également de 18 % en provenance d'Afrique (dont moins 10 % en provenance d'Afrique du Sud).

La hausse des exportations est portée par les biens d'équipement

Avec 294 millions d'euros, le montant des exportations augmente de 3,5 % en 2015. La Réunion exporte majoritairement des biens de consommation non durables (61 % des exportations), qui sont essentiellement des produits alimentaires.

En 2015, les biens d'équipement stimulent les exportations réunionnaises (+ 30 %). La Réunion a exporté les pièces détachées d'un avion et d'hélicoptères de la gendarmerie et du secteur commercial.

Les exportations de biens de consommation non durables sont quant à elles stables. La forte hausse des exportations de poissons, mollusques ou crustacés (+ 21 %) est compensée par une forte baisse des ventes d'autres produits alimentaires (- 10 % pour le rhum, - 15 % pour le sucre).

Plus d'un tiers des exportations sont acheminées vers la France métropolitaine. Elle achète des denrées alimentaires, notamment du sucre et du rhum. Les exportations vers la métropole augmentent de 8 %.

En 2015, l'Asie redevient le deuxième client de La Réunion (20 % des exportations). En effet, Hong Kong devient un client conséquent suite à un achat important de sucre.

Toutefois, l'Union européenne reste un partenaire privilégié (20 % des exportations) malgré une baisse des ventes de sucre vers l'Espagne, si bien que le Royaume-Uni devient le plus gros client européen de La Réunion. Tereos, suite à l'acquisition d'une société britannique envoie désormais plus de sucre vers le Royaume-Uni.

Les exportations vers les îles de l'océan Indien proches de La Réunion constituent 15 % des exportations. Elles baissent en 2015 (- 7 %). Mayotte reste toutefois un client important (8 % des exportations). ■

2 Un commerce de proximité peu développé

Répartition des fournisseurs et clients de La Réunion en 2015

	2015 (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2014/2015 (en %)
Ensemble des importations	4672	100,0	0,5
France métropolitaine	2774	59,4	3,7
Asie	887	19,0	- 8,2
UE (hors France)	642	13,8	1,6
Afrique	112	2,4	- 18,1
Îles océan Indien	52	1,1	- 2,5
Reste du monde	205	4,4	10,7
Ensemble des exportations	294	100,0	3,5
France métropolitaine	107	36,2	7,8
Asie	59	20,2	13,1
UE (hors France)	58	19,8	- 10,0
Îles océan Indien ¹	44	15,0	- 6,6
Amérique du Nord	9	3,2	- 1,6
DOM (hors Mayotte)	1	0,4	- 57,5
Reste du monde	16	5,3	74,7

(1) : Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.

Source : Douanes.

Tous les secteurs créent de l'emploi

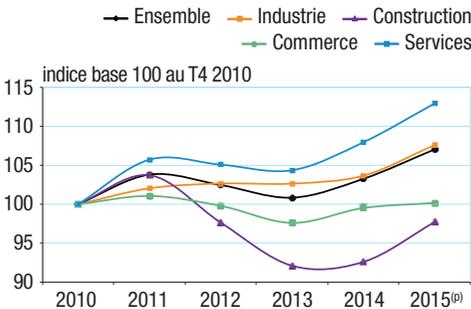
L'emploi salarié marchand poursuit la reprise amorcée en 2014 (+ 3,7 % après + 2,4 %). Les services restent moteur dans cette reprise. La construction confirme sa relance après la timide augmentation constatée en 2014. L'emploi accélère aussi dans l'industrie mais progresse moins vite dans le commerce.

Jannick Rivière, Insee

En 2015, l'emploi salarié marchand progresse à La Réunion à un rythme plus rapide qu'en 2014 : + 3,7 % en glissement annuel après une hausse de 2,4 % en 2014 (*avertissement*). Les effectifs salariés de tous les grands secteurs augmentent. Depuis 2010, l'emploi salarié marchand a progressé de 7,1 % à La Réunion (*figure 1*).

1 Confirmation du redémarrage dans la construction

Emploi salarié marchand par secteur



(p) : provisoire – Source : Insee, Estimations d'emploi.

Les services restent moteur de la croissance de l'emploi

L'emploi continue de progresser dans les services à un rythme soutenu : + 4,6 % en 2015 après + 3,4 % en 2014 (*figure 2*). Les services confirment ainsi leur rôle moteur dans l'économie

régionale. Ils regroupent plus de la moitié des emplois du secteur marchand.

Les effectifs salariés progressent dans tous les domaines des services, particulièrement dans l'hébergement et la restauration (+ 8,4 %).

Secteur moteur de l'emploi des services marchands en 2014, les effectifs salariés du secteur « activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien » continuent de progresser mais ralentissent : + 4,3 % en 2015 après + 7,3 % en 2014. Toutefois, les activités de services administratifs et de soutien, créent encore beaucoup d'emplois (+ 7,6 % en 2015, après 8,4 % en 2014), portées par les services aux entreprises.

Le transport et l'entreposage créent plus d'emplois qu'en 2014 (+ 3,4 % après + 1,4 %). Enfin, les « autres activités de services », qui comprennent notamment les associations, rebondissent (+ 7,2 % en 2015 après - 0,4 % en 2014).

La construction poursuit sa dynamique

L'emploi dans la construction confirme son timide redémarrage de 2014 (+ 5,5 % après + 0,5 %). Le secteur revient ainsi à son niveau de 2012. Cette augmentation est principalement portée par les activités de génie

2 Embellie dans l'hébergement-restauration

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur à La Réunion

	Variations 2015 au cours du :				Poids de l'emploi au T4 2015 ^(p) (en %)	Glissement annuel	
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre ^(p)	4 ^e trimestre ^(p)		2014/2013 (en %)	2015/2014 (en %)
Ensemble	0,5	0,4	1,7	1,1	100,0	2,4	3,7
Industrie dont :	1,4	0,2	3,4	- 1,1	13,7	1,0	3,8
Agroalimentaire	- 0,7	- 0,2	7,0	- 2,6	4,9	0,8	3,2
Construction	8,2	- 0,2	2,5	- 4,7	11,9	0,5	5,5
Commerce	- 1,9	- 0,8	1,1	2,3	23,3	2,0	0,7
Services marchands dont :	- 0,4	1,1	1,3	2,6	51,1	3,4	4,6
Transports et entreposage	- 1,1	0,5	2,8	1,2	9,7	1,4	3,4
Hébergement et restauration	1,0	- 0,7	2,3	5,6	6,0	2,2	8,4
Information et communication	- 2,3	5,1	- 1,7	0,6	3,0	1,0	1,6
Activités financières et d'assurance	0,5	0,3	0,7	0,7	4,8	4,3	2,2
Activités immobilières	- 1,3	- 2,2	2,1	2,3	1,7	4,4	0,9
Activités scientifiques et techniques services adm. et de soutien	- 1,8	1,5	1,2	3,5	17,1	7,3	4,3
<i>dont activités de services, adm. et de soutien</i>	- 3,2	2,4	3,3	5,1	12,0	8,4	7,6
Autres activités de services	2,4	2,0	0,5	2,0	8,9	- 0,4	7,2

(p) : provisoire – Source : Insee, Estimations d'emploi.

civil et de construction de bâtiments qui augmentent de plus de 10 %. La création d'emplois ralentit dans les activités de travaux de constructions spécialisées (+ 3,5 % après + 8,0 % en 2014).

L'emploi de l'industrie stimulé par l'agroalimentaire et la construction

L'emploi dans l'industrie progresse plus vite en 2015 (+ 3,8 % après + 1,0 %) grâce notamment à l'agroalimentaire qui augmente fortement ses effectifs (+ 3,2 % en 2015, contre 0,8 % en 2014). L'emploi est également dynamique dans les secteurs de fabrication de produits minéraux incluant les produits à base de ciment et béton (+ 8,2 %) et dans la métallurgie (+ 6,7 %).

Les effectifs progressent également dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets (+ 14,3 %). À l'inverse, l'industrie du bois (hors fabrication de meubles), l'imprimerie ainsi que la fabrication d'équipements électriques et de machines perdent des emplois.

Dans le commerce, l'emploi progresse moins vite qu'en 2014 (+ 0,7 % après + 2,0 %) grâce au commerce de détail (+ 1,4 %). En revanche, les effectifs salariés sont stables dans le commerce de gros (+ 0,3 %) et baissent dans le commerce et la réparation d'automobiles (- 2,1 %). ■

Avertissements

Le champ de diffusion de l'emploi salarié marchand a été revu depuis le 4^e trimestre 2015 pour se caler sur celui des régions métropolitaines. Ce champ exclut l'agriculture, les secteurs principalement non marchands et les salariés des particuliers employeurs.

De plus, les données d'emploi salarié marchand sont révisées d'un trimestre à l'autre, notamment à la suite d'une expertise complémentaire de la source Urssaf, réalisée par l'Insee. Jusqu'à la publication du 3^e trimestre 2015, la série diffusée ne tenait pas compte de ces révisions. Les données publiées prennent désormais en compte ces révisions. Elles sont ainsi définitives jusqu'au 2^e trimestre 2015 et provisoires pour les 3^e et 4^e trimestres 2015.

L'embellie se poursuit chez les jeunes

En 2015, la demande d'emploi de catégorie A augmente de 1,2 % à La Réunion, soit un rythme moins soutenu qu'à l'échelon national. La demande d'emploi baisse chez les jeunes. Les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée restent fortement touchés. Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés progresse grâce à l'allongement de leur durée moyenne qui compense largement un léger recul du nombre de signatures de nouveaux contrats.

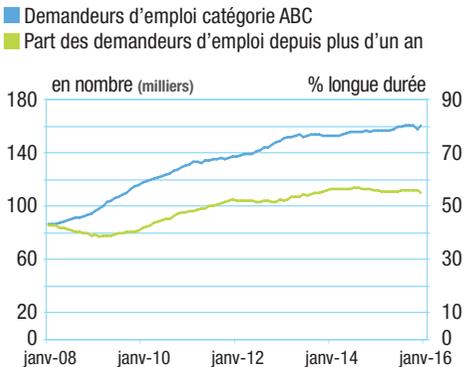
Maurice Colliez, Dieccte

Fin décembre 2015 à La Réunion, 160 810 personnes sont inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C). Parmi elles, 136 220 sont sans emploi (catégorie A) et 24 590 exercent une activité réduite (catégories B, C) (*figure 1*).

La demande d'emploi de catégorie A augmente plus rapidement qu'en 2014 (+ 1,2 % contre

+ 0,9 %) mais moins qu'en France métropolitaine (+ 2,5 %). Pour autant, le nombre de chômeurs au sens BIT baisse car tous les demandeurs ne font pas de recherches actives d'emplois ou ne sont pas immédiatement disponibles pour travailler (formations...). Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 24,6 % à La Réunion, baisse de 2,2 points en un an. La Réunion reste cependant le département le plus touché par le chômage.

1 La part des chômeurs de longue durée diminue légèrement
 Nombre des demandeurs d'emploi de catégorie ABC à La Réunion et part du chômage de longue durée



Source : STMT, Pôle emploi, Dares.

Baisse de la demande d'emploi chez les jeunes

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A diminue sensiblement en 2015 (- 10,3 %). Fin décembre 2015, 19 200 jeunes de moins de 25 ans sont inscrits en catégorie A, soit 2 210 de moins qu'en 2014. Les jeunes ont pu bénéficier de mesures d'accompagnement et d'aides spécifiques de l'État comme les emplois d'avenir ou la garantie jeune et ont pu profiter également de mesures générales visant à abaisser le coût du travail comme le CICE.

À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 11,6 % chez les seniors, âgés de 50 ans ou plus. Ils représentent aujourd'hui

24 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A. Leur population a doublé en cinq ans en raison notamment de la restriction progressive de l'accès à la dispense de recherche (mesure supprimée au 1^{er} janvier 2012) et au resserrement des conditions d'accès à un départ anticipé à la retraite.

Avec 88 720 demandeurs d'emploi de longue durée fin 2015, plus d'un demandeur d'emploi sur deux (55,2 %) est en recherche depuis plus d'un an. Cette part baisse légèrement (- 0,7 point sur un an) et plus particulièrement au deuxième semestre 2014 (- 0,6 point).

Des bénéficiaires de contrats aidés plus nombreux

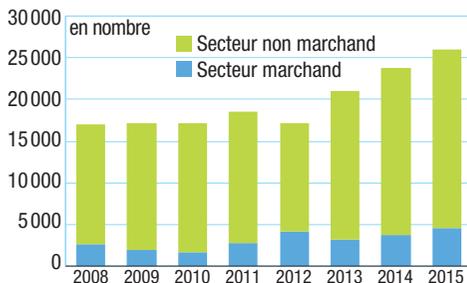
Au 31 décembre 2015, La Réunion compte 26 000 personnes bénéficiaires d'un emploi aidé, soit 9,6 % de plus en un an (figure 2). Près de 83 % de ces personnes travaillent dans le secteur non marchand. La part des bénéficiaires de contrats aidés marchands a pourtant fortement progressé en 10 ans : elle est ainsi passée de 5 % en 2005 à 17 % en 2015.

Avec 26 300 nouveaux contrats en 2015, les entrées en emplois aidés reculent de 1,3 % sur un an. Il s'agit majoritairement d'embauches sur des contrats uniques d'insertion (CUI) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE ou CAEDOM) : environ 22 000 contrats de ce type sont signés en 2015 après 23 400 en 2014. La baisse dans le secteur non marchand (- 8 % sur les contrats CUI-CAE) est en partie compensée par le secteur marchand, où les recrutements progressent (+ 9 %) avec 2 770 contrats CAEDOM signés en 2015.

Par ailleurs, 4 400 contrats d'avenir ont été signés en 2015 soit une augmentation de plus de 30 % sur un an. La plupart (84 %) des nouveaux béné-

2 Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés progresse de 9,6 % sur un an

Nombre de bénéficiaires de contrats aidés à La Réunion



Source : STMT, Pôle emploi, Dares.

ficiaires de ces contrats travaillent dans le secteur non marchand. Le niveau de qualification des personnes en emplois d'avenir est plus élevé que celui des personnes en CUI-CAE.

Le nombre total de bénéficiaires de contrats aidés continue d'augmenter en partie grâce à l'allongement de la durée moyenne des contrats, qui passe de 12,1 mois en 2014 à 13,5 mois en 2015.

En 2015, 30 % des nouveaux signataires de contrats aidés sont des jeunes de moins de 26 ans. Leur part augmente de 2 points grâce au secteur marchand (+ 5,2 points). Les contrats d'avenir du secteur marchand ont une durée moyenne hebdomadaire de travail de 33 heures. Parmi ces contrats, seuls 30 % sont à durée déterminée.

Enfin, 10 700 personnes bénéficient d'une mesure d'accompagnement vers l'emploi dans le cadre du programme Initiative européenne pour l'insertion des jeunes. D'autres mesures d'accompagnement existent également : aides à la création d'entreprise ou plans de formation. Au 31 décembre 2015, 44 000 Réunionnais bénéficient ainsi d'un contrat aidé ou d'une des mesures d'accompagnement vers l'emploi. ■

Repli de 8 % des créations d'entreprises en 2015

Avec moins de 5 900 entreprises nouvelles, les créations d'entreprises reculent de 8 % en 2015 à La Réunion. Comme en 2014, la baisse s'explique principalement par la chute des immatriculations sous le statut du micro-entrepreneur (- 26 % après - 20 % en 2014). Hors micro-entrepreneurs, la création d'entreprises fléchit de 2,1 %.

Claude Touzet, Insee

Dans le secteur marchand non agricole, 5 870 entreprises ont été créées à La Réunion en 2015, contre 6 370 en 2014 (*figure 1*). En berne depuis cinq ans, les créations d'entreprises baissent fortement en 2015 (- 7,8 % après - 1,8 % en 2014 et - 4,6 % en 2013).

Elles sont également en retrait en France métropolitaine (- 4,7 %) ainsi que dans les autres DOM, à l'exception de la Martinique (+ 1,2 %).

Le taux de création (*définitions*) diminue de 1,6 point pour atteindre 11,7 % (12,5 % en France métropolitaine). La Réunion se situe au

8^e rang des nouvelles régions françaises, entre la Guyane et le Centre-Val de Loire.

Le statut de micro-entrepreneur est moins attractif

Le statut de micro-entrepreneur est peu utilisé à La Réunion avec seulement 19 % des créations, contre 43 % en France métropolitaine. Les immatriculations de micro-entrepreneurs chutent à nouveau en 2015 avec seulement 1 100 demandes (1 500 en 2014). Le niveau reste nettement inférieur aux 2 500 immatriculations enregistrées en moyenne chaque année à La Réunion entre 2010 et 2012.

Les immatriculations de micro-entrepreneurs fléchissent ainsi de 26 % en 2015, après un repli de 20 % en 2014. La désaffection pour ce statut est particulièrement forte dans le « commerce, transports, hébergement et restauration » (- 59 %) et dans la construction (- 45 %). Le repli est plus faible dans les activités de services avec - 13 % pour les services aux particuliers et - 6 % pour les services aux entreprises.

Le nombre de créations de sociétés recule légèrement en 2015 (- 1 %) après avoir nettement augmenté en 2014 (+ 9 %). Une nouvelle entreprise

1 Les créations d'entreprises reculent de 8 %

Créations et défaillances d'entreprises en 2015

Données brutes	La Réunion	France métropolitaine
Créations (en nombre)	5 873	509 550
Évolution 2014/2015 (en %)	- 7,8	- 4,7
Part des micro-entrepreneurs (en %)	18,8	43,2
Taux de création ¹ (en %)	11,7	12,5
Défaillances² (en nombre)	577	61 758
Évolution 2014/2015 (en %)	- 2,7	1,3
Taux de défaillance ¹ (en %)	1,2	1,5

(1) Nombre de créations ou de défaillances rapporté au stock d'entreprises au 1^{er} janvier 2015.

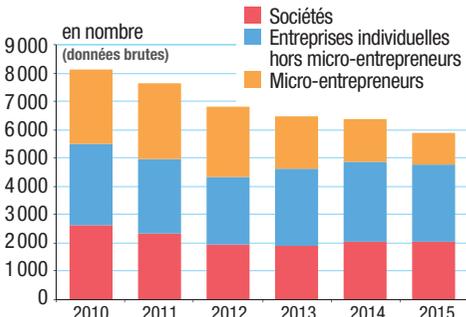
(2) En date du jugement.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Sources : Insee, REE (*répertoire des entreprises et des établissements Sirene*) ; Banque de France, Fiben.

sur trois est une société à La Réunion (figure 2). Près d'une nouvelle entreprise sur deux (46 %) est une entreprise individuelle hors micro-entrepreneur. Leurs créations diminuent également en 2015 (- 3 % après + 3 % en 2014).

2 Un tiers des créations sont des sociétés
Créations d'entreprises par catégorie juridique à La Réunion



Champ : activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

Hors micro-entrepreneurs, moins de créations dans la plupart des secteurs

Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises diminuent de 2,1 % en 2015 après + 5,4 % en 2014. Les créations se replient dans les secteurs d'activité des services aux particuliers (- 14 %), de l'industrie (- 10 %) et des services aux entreprises (- 7 %). Elles progressent cependant légèrement dans la construction (+ 6 %) et dans le « commerce, transport, hébergement et restauration » (+ 5 %) (figure 3).

Les sociétés portent la hausse dans la construction (+ 20 %) mais se replient fortement dans l'industrie (- 23 %). Dans le « commerce, transport, hébergement et restauration », la hausse est portée par les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+ 9 %). Dans les services aux particuliers

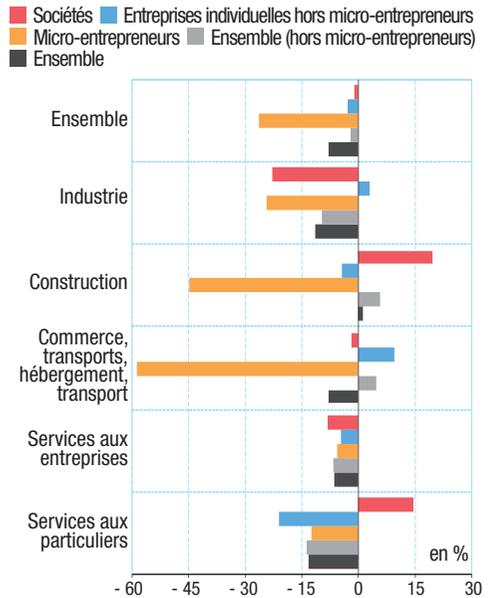
l'augmentation des créations de sociétés (+ 15 %) ne suffit pas à compenser la forte baisse des créations d'entreprises individuelles (- 21 %). Les services aux entreprises sont moins dynamiques hors micro-entrepreneurs en raison des baisses conjointes du nombre de créations de sociétés (- 8 %) et d'entreprises individuelles (- 5 %).

Diminution du nombre de défaillances

En 2015, 577 défaillances d'entreprises ont été prononcées à La Réunion, soit 2,7 % de moins qu'en 2014 (+ 1,3 % en France métropolitaine). Le taux de défaillance reste inférieur à la moyenne nationale (1,2 % contre 1,5 %).

3 Baisse des créations dans la plupart des secteurs

Créations d'entreprises par catégorie juridique et secteur d'activité à La Réunion



Champ : activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

Les revenus agricoles poursuivent leur croissance

La production agricole progresse et atteint 409 millions d'euros en 2015. Les revenus nets agricoles poursuivent leur hausse (+ 9,8 %), bénéficiant d'une baisse des coûts des matières premières, notamment sur les aliments pour animaux. La production végétale, notamment de la canne, augmente de 1,7 %. La production animale progresse également de 1,7 %, portée par les filières d'élevage de volaille qui résistent face aux importations.

Gil Chaulet, Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Daaf)

En 2015, la production agricole progresse de 1,7 % en valeur et approche 409 millions d'euros (*figure 1*). Dans le même temps, les dépenses de matières premières reculent de 3,7 %. Ainsi, la valeur ajoutée brute gagne 7,4 % (+ 14 millions d'euros). Le secteur de l'agriculture dégage un résultat net global de 209 millions d'euros. Les revenus nets agricoles augmentent fortement pour la deuxième année consécutive (+ 9,8 % après + 10,0 % en 2014).

Les charges de production diminuent

Les consommations intermédiaires diminuent à nouveau (- 3,7 % en 2015 après - 2,9 % en 2014), ce qui allège d'autant les charges des exploitations agricoles. Les filières d'élevage sont les premières à en bénéficier : les charges liées aux aliments pour animaux diminuent (- 5 %), profitant de la baisse des prix des céréales. Toutes les filières

1 Le revenu agricole progresse pour la deuxième année consécutive

Valorisation de la production agricole

	2012	2013	2014 ¹	2015 ²	Évolution 2014/2015 en %
	en millions d'euros				
Production agricole (en valeur)	398,0	395,0	402,5	409,2	1,7
Production totale de biens³	395,5	391,0	398,5	405,2	1,7
Production végétale	279,9	281,1	284,6	289,4	1,7
Canne à sucre	132,8	130,7	131,1	136,7	4,3
Fruits, légumes et tubercules	123,0	126,4	129,5	128,8	- 0,6
Autres productions végétales	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0
Production animale	114,1	110,0	113,9	115,8	1,7
Bétail	43,4	37,8	37,0	37,7	1,8
Volailles, oeufs	58,2	60,2	64,4	65,8	2,2
Autres produits de l'élevage	12,5	12,0	12,5	12,3	- 1,1
Activité principale de travaux agricoles	4,0	4,0	4,0	4,0	0,0
Consommations intermédiaires	207,7	213,8	207,5	199,8	- 3,7
Valeur ajoutée brute	190,4	181,3	195,0	209,4	7,4
Revenu net d'entreprise agricole	132,9	123,8	136,3	149,7	9,8
Résultat agricole⁴	189,1	180,8	194,4	208,9	7,4

1. Chiffres semi-définitifs 2. Chiffres provisoires 3. Y compris aides directes aux productions (aides cane dont recette bagasse-énergie, aides POSEI à la production, ADMCA, PPR, PAB); hors subventions (ICHN, MAE, calamités) 4. Correspond à la valeur totale des productions et subventions (ICHN, MAE, calamités) diminuée des consommations intermédiaires, impôts et amortissements.

Source : Agreste, Daaf Réunion.

ont également bénéficié d'une nouvelle baisse des prix de l'énergie, déjà entamée en 2014.

Les consommations intermédiaires restent cependant à un niveau élevé : elles représentent 49 % de la valeur totale de la production agricole contre 39 % en 2000.

La production végétale progresse

La production végétale progresse de 1,7 % en 2015 et s'établit désormais à 289 millions d'euros. La canne à sucre reste un pivot de l'agriculture réunionnaise. La production de canne augmente de 4,3 % en valeur et atteint 137 millions d'euros (figure 2). En 2015, 1,9 millions de tonnes de cannes sont produites (+ 132 400 tonnes). La production de canne dépasse ainsi de 4,4 % la moyenne décennale. Toutefois, la baisse de la richesse en sucre, qui passe de 13,9 % en 2014 à 13,3 %, limite les effets de la hausse du volume récolté. Ainsi, la production de sucre s'établit à 201 181 tonnes (+ 2,7 %). Elle est supérieure à la moyenne décennale proche de 200 000 tonnes.

La signature de la convention Canne en juin 2015 entre les planteurs, les industriels et l'État a permis de fixer les engagements et les règles pour les campagnes 2015 et 2016.

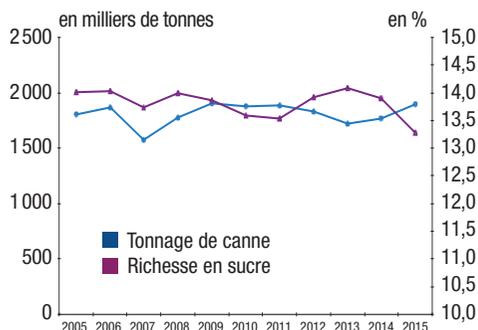
Hormis le passage de la tempête Haliba en mars, l'année 2015 n'a pas connu d'épisode cyclonique. Les productions fruitières et légumières sont donc élevées en volume entraînant la baisse des prix des bananes, des avocats, des mangues, des choux ou des tomates.

Les filières d'élevage confortent leur implantation

La production animale augmente de 1,7 % en 2015 et atteint 116 millions d'euros. Les productions de viande de volaille et d'œufs (66 millions

2 La richesse en sucre diminue

Tonnage de canne récoltée et richesse en sucre à La Réunion



Source : Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre.

d'euros) et de bétail (38 millions d'euros) sont également en hausse : elles progressent respectivement de 2,2 % et 1,8 %.

Les filières d'élevage ont poursuivi la mise en œuvre de leur projet stratégique de développement avec comme objectif la reconquête du marché local. La production de viande de volaille augmente pour la 4^e année consécutive (+ 3 % en 2015). Ces bons résultats, permettent de faire face à la hausse des importations de produits congelés. Ces produits à très bas prix, issus principalement de surplus européens, concurrencent la production locale. Pour y faire face, les investissements importants dans les activités de découpe et d'abattage, mis en place en 2014, ont permis une meilleure maîtrise des coûts et la recherche de gains de productivité.

La production de viande porcine repart à la hausse (+ 3,8 %) alors que la production de viande bovine baisse (- 4 %), en lien avec la mise en œuvre d'un plan de renforcement de son cheptel reproducteur.

Après une période de baisse, la production laitière se stabilise autour de 19 millions de litres, conformément aux objectifs fixés dans le projet stratégique. ■

Malgré la Nouvelle route du littoral, l'activité du BTP se contracte

En 2015, le chiffre d'affaires du BTP recule de 4,9 % par rapport à 2014. L'activité maintient sa forte dépendance à la commande publique (86 % du chiffre d'affaires) tandis que la commande privée ne cesse de se dégrader. Les travaux de la Nouvelle Route du Littoral soutiennent l'activité, mais, en dehors de ce chantier, la commande continue de diminuer avec - 8,9 % pour le bâtiment et - 12,3 % pour les travaux publics. Les mises en chantier de logements progressent de 5,5 %. En particulier les mises en chantier de logements collectifs augmentent de 8,8 %.

Murielle Legros Pougavanon (CERBTP) et Claire Grangé (Deal)

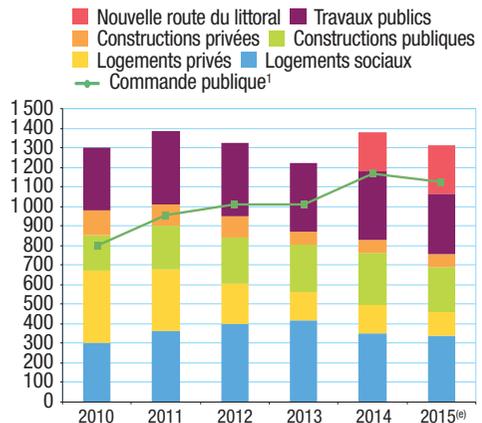
En 2015, le chiffre d'affaires du BTP est estimé à 1,313 milliard d'euros à La Réunion. Il diminue de 4,9 % par rapport à 2014 (*figure 1*). Tous les domaines sont en baisse hormis le chiffre d'affaires lié à la nouvelle route du littoral qui augmente (+ 25 %). La commande publique baisse de 3,6 % en 2015. Elle s'établit à 1,128 milliard d'euros, soit 86 % de l'activité du BTP à La Réunion. En 2015, 30 % de la commande publique provient de la construction de logements sociaux et 49 % sont issus de l'activité de travaux publics, y compris la Nouvelle route du littoral (NRL). Hors travaux liés à la construction de la NRL (250 millions d'euros), le niveau de la commande des travaux publics baisse fortement (- 12,3 %). Les chiffres d'affaires dégagés par les mises en chantier de logements sociaux et de bâtiments non résidentiels baissent également (respectivement - 2,9 % et - 14,4 %).

Du côté du logement privé, la mise en place du dispositif de défiscalisation Pinel DOM, n'a pas eu les effets escomptés : le chiffre d'affaires dans la construction de logements privés

diminue de 17,2 % par rapport à 2014. En dehors des logements, le chiffre d'affaires des constructions privées est stable en 2015.

1 Le chiffre d'affaires du BTP est estimé à 1,313 milliard d'euros en 2015

Évolution du chiffre d'affaires du BTP à La Réunion



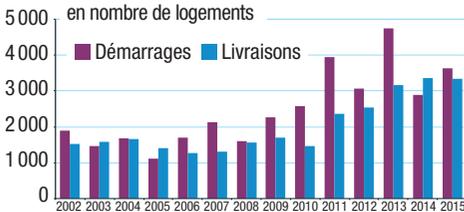
(e) : estimation.

(1) Il s'agit des logements sociaux, des constructions publiques, des travaux publics, et de la nouvelle route du littoral.

Source : CERBTP.

2 Les mises en chantier augmentent de 26 % en 2015

Mises en chantier et livraisons de logements locatifs sociaux neufs et réhabilités¹



(1) : y compris prêts sociaux location-accession.

Sources : CERBT, Deal SHLS.

Les réhabilitations de logements sociaux progressent fortement

En 2015, les mises en chantiers de logements sociaux repartent à la hausse (+ 26 % après - 39 % en 2014). En tenant compte des prêts sociaux location-accession (*définitions*), 3 642 logements locatifs sociaux ont été mis en chantier dont 2 632 constructions neuves et 1 010 réhabilitations (*figure 2*).

La hausse est portée par les mises en chantiers de réhabilitations qui progressent fortement (1 010 logements contre 325 en 2014). La majorité de ces travaux étaient prévus les années précédentes mais n'ont démarré qu'en 2015. Les mises en chantier de logements neufs sont stables (2 566 logements locatifs neufs en 2014). 6 mises en chantier de logements neufs sur 10 avaient initialement été programmées en 2014, et 5 % en 2015.

En 2015, 3 346 logements sociaux ont été livrés, dont 3 134 logements locatifs neufs.

956 millions d'euros de programmation de travaux annoncés en 2015

En 2015, les maîtres d'ouvrage publics avaient prévu 956 millions d'euros de travaux, dont 374,9 millions d'euros pour les logements sociaux. En particulier, les communes avaient programmé 163,2 M€ de travaux de BTP en 2015.

L'année 2015 est marquée par la mise en œuvre de chantiers importants dans le domaine médico-social (150,6 millions d'euros), avec notamment le démarrage du Pôle Sanitaire de l'Ouest (97 millions d'euros) et la construction d'un bâtiment dédié aux soins critiques pour le Site Nord du CHU (42 millions d'euros). ■

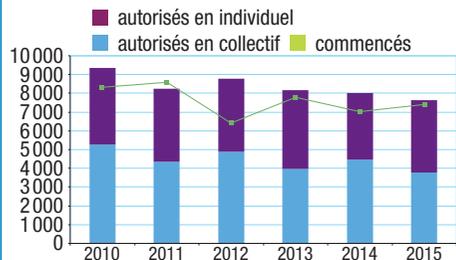
Baisse des autorisations de construction de logements

En 2015, 7 600 logements ont été autorisés à la construction (*définitions*), en recul de 4,8 % par rapport à 2014 (*figure 3*). Les autorisations baissent pour la 3^e année consécutive. Les autorisations de construire des logements collectifs reculent fortement (- 16 % après + 13 % entre 2013 et 2014). En revanche, le logement individuel progresse de 9 % en 2015, et redevient majoritaire avec 3 900 autorisations accordées. Excepté l'année 2013, le logement collectif a toujours été majoritaire parmi les autorisations de construction depuis 2005 à La Réunion.

Estimées à 7 400 en 2015, les mises en chantier augmentent de 5,5 % par rapport à 2014. Les mises en chantier de logements collectifs sont particulièrement dynamiques (+ 8,8 %), suite à la hausse des autorisations de construire en 2014. Les constructions de maisons individuelles progressent plus modérément (+ 1,7 %).

3 Les autorisations de constructions de logements individuels augmentent en 2015

Nombre de logements autorisés et commencés à La Réunion



Source : SOeS-Deal, Sit@del2, estimations à fin avril 2016.

Le redressement se poursuit

Le léger redressement amorcé en 2014 se confirme dans l'artisanat. Le nombre d'entreprises continue d'augmenter grâce à des créations d'entreprises qui repartent à la hausse (+ 3,3 %) et à des radiations moins nombreuses (- 14,5 %). Le nombre d'apprentis augmente également (+ 5,3 %). Les artisans déclarent un chiffre d'affaires en progression de 5 % sur l'année et des investissements en hausse également.

Nadjib Vali, Chambre de métiers et de l'artisanat

Au 31 décembre 2015, 16 200 entreprises artisanales, dont 1 820 micro-entreprises sont en activité à La Réunion. Ainsi, l'artisanat concerne une entreprise sur trois dans le secteur marchand. Elles interviennent dans l'industrie, le commerce ou les services.

1 Quatre entreprises artisanales sur dix sont dans le bâtiment

Répartition des entreprises artisanales par secteur à La Réunion

	2014		2015	
	en nombre	en %	en nombre	en %
Bâtiment	6 095	39,5	6 360	39,3
Services	4 850	31,4	5 060	31,2
Production	2 460	15,9	2 550	15,7
Alimentation	2 040	13,2	2 230	13,8
Ensemble artisanat	15 445	100,0	16 200	100,0

Source : Répertoire des Métiers - CMA.

Le bâtiment regroupe le plus grand nombre d'entreprises artisanales (6 360 entreprises soit 39 % des entreprises artisanales) (figure 1). Les services, qui comprennent notamment des mécaniciens automobiles, des coiffeurs, ou encore des taxiteurs, occupent 5 060 entreprises (31 %). Suivent les activités de production avec notamment le travail des métaux et du bois, pour 16 % (2 550 entreprises) et l'alimentation pour 14 % (2 230 entreprises).

Dans son ensemble, le secteur compte 30 % d'entreprises employeuses et fait travailler plus de 26 000 salariés.

Le tissu artisanal continue de se renforcer

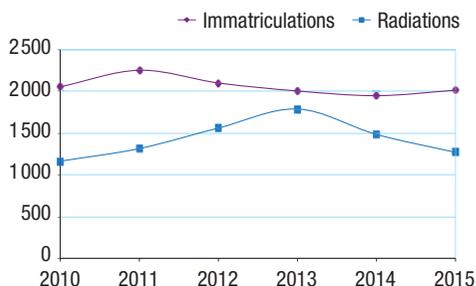
En 2015, le nombre d'entreprises artisanales augmente de 4,9 %, soit 745 entreprises supplémentaires. Durant l'année écoulée, 2 015 entreprises nouvelles se sont en effet immatriculées au Répertoire des métiers (+ 3,3 %) (figure 2). Dans le même temps, les radiations ont chuté de 14,5 % (1 270 radiations).

L'augmentation du nombre d'entreprises a été particulièrement forte dans les services (+ 4,3 %) et dans l'alimentation (+ 9,3 %) dont les activités sont portées par l'augmentation de la population, le développement de la restauration hors foyer et l'essor des services de proximité. De plus, le nombre d'entreprises dans le bâtiment repart à la hausse (+ 4,3 %).

Comme en 2014, les créations d'entreprises individuelles hors micro entreprises prédominent (38 % des créations) et restent dynamiques (+ 7,1 %) (figure 3). Les créations sous forme de sociétés continuent également de croître (+ 5,7 % après + 18 % en 2014). C'est encourageant car

2 Recul des radiations pour la 2^e année consécutive

Immatriculations et radiations d'entreprises artisanales à La Réunion



Source : Répertoire des Métiers – CMA.

les sociétés, qui représentent 34 % des créations d'entreprises artisanales, ont 2,5 fois plus de chances de passer le cap des trois ans d'ancienneté que les artisans exerçant sous le régime de micro entreprises.

3 Les sociétés représentent le tiers des nouveaux inscrits

Créations d'entreprises artisanales selon la catégorie juridique

	2014		2015	
	en nombre	en %	en nombre	en %
Personnes physiques				
dont :	1 306	67,0	1 334	66,2
micro entreprises	585	30,0	562	27,9
entreprises individuelles	721	37,0	772	38,3
Personnes morales (sociétés)	644	33,0	681	33,8
Ensemble	1 950	100	2 015	100

Source : Répertoire des Métiers – CMA.

L'apprentissage relancé

L'apprentissage dans l'artisanat rebondit nettement avec 2318 apprentis en 2015 (+ 5,3 % après - 4,2 % en 2014). La revalorisation du statut de l'apprenti, la reconduction d'un réseau de « développeurs de l'apprentissage » visant à faciliter les mises en relation entre entreprises et candidats

et la rénovation des cartes pédagogiques des pôles de formation concourent à cette évolution. Près d'un apprenti sur quatre prépare un diplôme de niveau IV (baccalauréat) ou III (BTS). L'apprentissage post-baccalauréat se développe rapidement et s'ouvre vers de nouvelles spécialités : optique, environnement, domotique, diététique et travaux publics.

Un rebond des investissements

Les chefs d'entreprises artisanales déclarent un chiffre d'affaires en augmentation de 5 % en 2015. Pour 24 % d'entre eux, le chiffre d'affaires progresse tandis que 19 % des artisans notent un recul de leur chiffre d'affaires. Ainsi, les volumes d'affaires se maintiennent chez une majorité d'artisans.

Ce frémissement bénéficie aux investissements qui passent de 60 millions en 2014 à 83 millions d'euros en 2015. Les artisans déclarent avoir réalisé des investissements essentiellement orientés sur le renouvellement de leur matériel plutôt que sur des extensions de leur capacité de production. Les entreprises mobilisent davantage les concours bancaires et les dispositifs d'aides publiques pour moderniser leur outil de travail. D'après les artisans, leurs dépenses d'investissements restent néanmoins assez loin des niveaux enregistrés par le passé.

De nombreux chefs d'entreprises artisanales jugent leur situation économique fragile, avec des carnets de commande peu remplis. Aussi, la concurrence reste vive avec les grandes entreprises qui se positionnent sur des marchés de taille intermédiaire. Enfin, les charges d'exploitation augmentent plus rapidement que les prix de vente, ce qui pénalise le résultat d'exploitation. L'enjeu aujourd'hui pour le secteur est de capter de nouveaux débouchés pour s'inscrire dans une croissance durable. ■

La fréquentation touristique augmente de 5,1 % en 2015

Après trois années consécutives de baisse, la fréquentation touristique progresse de 5,1 % en 2015. La diversification de la clientèle amorcée en 2014 se poursuit avec plus de touristes provenant de l’océan Indien. Dans l’hôtellerie, le nombre de nuitées progresse de 11 % sur l’année.

Françoise Legros, Insee

En 2015, 426400 touristes ont visité La Réunion, soit 5,1 % de plus qu’en 2014. Cette hausse met fin à trois années consécutives de baisse : - 2,5 % en 2014, - 6,8 % en 2013, et - 5,3 % en 2012. L’augmentation de la fréquentation en 2015 est plus marquée à La Réunion qu’à Mayotte (+ 0,4 %) et qu’aux Maldives (+ 2,4 %) mais est inférieure à celle constatée à Maurice (+ 10,8 %) ou aux Seychelles (+ 18,7 %).

La part des touristes en provenance de métropole continue de baisser (75 % après 78 % en 2014 et 81 % en 2013) tandis que progresse la part des touristes venant de l’océan Indien (14 % après 12 % en 2014) (*figure 1*). En effet, si les touristes de métropole sont arrivés un peu plus nombreux

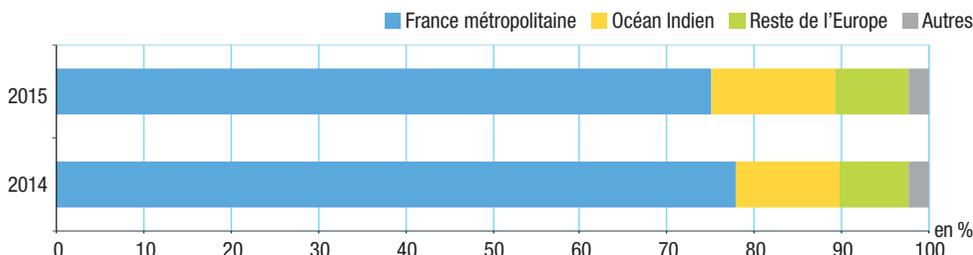
en 2015 (+ 1,0 % après - 6 % en 2014), l’augmentation a été bien plus forte pour les touristes en provenance de l’océan Indien (+ 26 % après + 6 % en 2014) et du reste de l’Europe (+ 11 % après + 49 % en 2014).

Le tourisme d’agrément progresse plus vite que le tourisme affinitaire

Le tourisme d’agrément, motivé par la découverte de l’île, progresse de 5 % (*figure 2*). Ce motif de visite représente 37 % des touristes, comme en 2014. Néanmoins, en 2015, ces touristes viennent moins souvent de métropole (70 % après 75 % en 2014) et plus souvent de la zone océan Indien (13 % après 10 % en 2014). Ils résident principalement dans des hébergements marchands (83 %).

1 Une diversification de clientèle au profit de l’océan Indien

Évolution de la répartition des touristes par lieu de résidence en 2014 et 2015



Source : Insee-IRT, enquêtes flux touristiques.

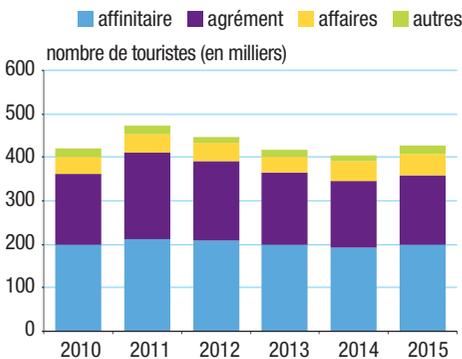
Le tourisme affinitaire, motivé par la visite de parents ou d'amis, progresse également (+ 3 %). Il concerne 47 % des touristes (48 % en 2014). Si 80 % des touristes affinitaires résident principalement dans la famille ou chez des amis, 10 % optent pour la location meublée durant leur séjour.

Après avoir fortement progressé en 2014 (+ 28 %), le tourisme d'affaires est encore en hausse en 2015 (+ 10 %) et approche le seuil des 50000 touristes soit 12 % de la fréquentation extérieure.

Les hôtels (+ 6 %), les résidences de tourisme (+ 11 %) et les locations meublées (+ 6 %) bénéficient de cette embellie et accueillent davantage de touristes extérieurs alors que la fréquentation des gîtes et maisons d'hôtes continue de décliner (- 20 % après - 17 % en 2014).

2 La fréquentation touristique progresse en 2015

La fréquentation touristique répartie selon les catégories de touristes à La Réunion



Source : Insee-IRT, enquêtes flux touristiques.

La dépense moyenne par personne reste stable

Les touristes sont restés en moyenne 17 jours à La Réunion, comme les années précédentes. Les touristes d'affaires sont ceux qui restent le moins longtemps (11 jours) et les touristes affinitaires ceux qui restent le plus longtemps

La fréquentation hôtelière progresse de 11 % en 2015

Avec 1 025 000 nuitées (*définitions*) en 2015, la fréquentation des hôtels réunionnais retrouve des couleurs (+ 11 %). L'année 2015 se caractérise également par l'ouverture de cinq nouveaux établissements, ce qui accroît l'offre de chambres (+ 5 %). Aussi, le nombre de chambres occupées progresse de 8,5 %. Le taux d'occupation gagne 2 points et s'établit à 61 %.

L'embellie touche tous les hôtels mais les hôtels de l'Ouest (+ 13 %) et du Sud (+ 12 %) en sont les premiers bénéficiaires. Elle est également plus dynamique pour les hôtels de 1 ou 2 étoiles (+ 18 %) et les 3 étoiles (+ 16 %). La reprise est plus modérée dans les hôtels haut de gamme (+ 6 %).

L'embellie amorcée au 1^{er} trimestre (+ 3 %) s'est confirmée sur le reste de l'année. Au 4^e trimestre, la fréquentation augmente de 14 % et atteint ainsi son plus haut niveau depuis six ans (324800 nuitées).

La clientèle française, qui comprend la clientèle locale, reste largement majoritaire (85 % des nuitées) et sa fréquentation progresse de 12 % en 2015. La clientèle étrangère progresse également (+ 8 %).

Champ

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie concerne depuis janvier 2014 tous les hôtels de cinq chambres ou plus, qu'ils soient classés ou non. Elle concerne toute la clientèle, que celle-ci soit résidente à La Réunion ou non.

Les résultats présentés ici portent à La Réunion sur 78 hôtels, dont 57 sont classés et 21 non classés.

(20 jours). Durant leur séjour, les touristes ont dépensé 306 millions d'euros, soit 5 % de plus qu'en 2014. La dépense moyenne par personne est stable (717 euros). ■

En 2015, les trafics aérien et maritime sont plus dynamiques

En 2015, le transport aérien de passagers augmente de 3 %, en lien avec la hausse de la fréquentation touristique. Les liaisons avec la métropole restent les plus empruntées.

Le transport de marchandises, essentiellement maritime, augmente encore (+ 6 %), alors qu'il diminue par voie aérienne (- 1 %).

En 2015, les immatriculations de véhicules neufs bondissent de 8 % après une année 2014 déjà en hausse.

Sébastien Ajir, Insee

En 2015, le trafic aérien de passagers repart à la hausse après trois années moroses (+ 3 %, après + 0 % en 2014, - 4 % en 2013 comme en 2012). Les aéroports réunionnais ont ainsi accueilli 2 157 500 passagers (*figure 1*). Parmi eux, 4 passagers sur 10 sont des touristes extérieurs. La hausse de la fréquentation touristique (+ 5,1 %) explique donc en grande partie l'augmentation du trafic aérien.

L'aéroport de Roland Garros concentre l'essentiel du trafic (96 % des passagers). À Pierrefonds, après six années consécutives de baisse, le trafic de passagers progresse en 2015 (+ 11 %). Il s'agit exclusivement de passagers en provenance ou à destination de l'Île Maurice (79 500 passagers).

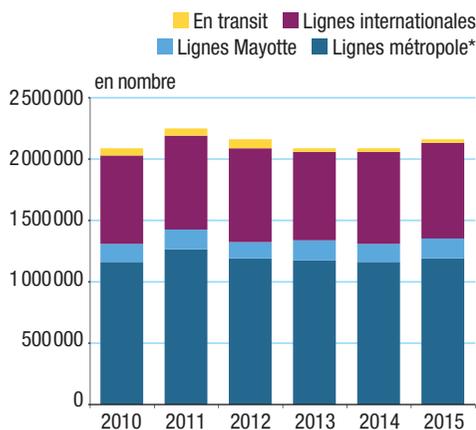
Un trafic aérien de passagers tourné vers la métropole et l'Île Maurice

Plus de 6 passagers sur 10, soit 1 357 700 passagers, voyagent sur des lignes domestiques (métropole, Mayotte ou Pierrefonds-Roland Garros). Le trafic national se fait essentiellement avec la métropole (1 185 500 passagers). Également, 171 900 passagers sont à destination ou en provenance de Mayotte.

Le nombre de passagers sur les lignes domestiques augmente de 3 % en 2015, en particulier avec Mayotte (+ 8,5 %).

1 Le trafic aérien de passagers augmente en 2015

Nombre de passagers aériens en provenance et à destination de La Réunion de 2010 à 2015



(*) : parmi les passagers sur les lignes métropole sont inclus les passagers qui voyagent entre Pierrefonds et Roland Garros (350 en 2015). Il s'agit souvent de passagers qui ensuite voyagent à destination de la métropole.

Source : Union des aéroports français.

En 2015, le trafic de La Réunion avec l'international augmente de 4 % et atteint un record avec 779 200 passagers. La première liaison reste Maurice (575 200 passagers) qui progresse de 5 % en un an. Elle bénéficie désormais de l'ouverture d'une ligne directe entre Rodrigues et Pierrefonds. Vient ensuite Madagascar (129 600 passagers), qui est toutefois en perte de vitesse (- 4 %).

Les autres liaisons internationales représentent moins de 1 % du total des passagers. La Thaïlande et l'Afrique du Sud sont moins prisées en 2015 qu'en 2014 (respectivement - 2 % et - 7 %), tandis que les Seychelles (+ 74 %), les Comores (+ 31 %) et l'Inde (+ 6 %) se développent. Toutefois, le nombre de passagers reste faible pour ces lignes. Par exemple, malgré le développement d'une nouvelle ligne entre les Seychelles et La Réunion, le nombre de passagers est de 15 400 en 2015.

Le trafic maritime de passagers augmente fortement passant de 22 400 en 2014 à 41 900 passagers en 2015 grâce à la reprise des croisières. En 2015, 39 800 passagers ont voyagé en croisière, soit deux fois plus qu'en 2014. Le trafic maritime des passagers en croisière retrouve son niveau de 2011 après quatre années de baisse. En revanche, le trafic de passagers inter-îles chute nettement (- 58 %).

Un transport de marchandises essentiellement maritime

Hors matériaux liés au chantier de la Nouvelle route du littoral, 4 500 000 tonnes de marchandises sont transportées par bateau en 2015 (arrivées et sorties cumulées). Le transport maritime de marchandises augmente ainsi de 6 % entre 2014 et 2015 et atteint ainsi un niveau record (figure 2). En ajoutant les matériaux liés au chantier de la Nouvelle route du littoral, ce sont plus de 5 millions de tonnes qui ont été transportées.

Le trafic de marchandises par conteneurs augmente en 2015 (+ 4 % en volume), grâce notamment à la progression du transbordement (transfert de chargement) entre navires. Le port s'est doté de nouveaux portiques à la fin de l'année ce qui va probablement avoir une incidence sur le trafic maritime de marchandises à La Réunion.

2 En 2015, le transport maritime augmente de 6 %

Le trafic maritime de marchandises à La Réunion (hors matériaux du chantier de la Nouvelle route du littoral)

	Trafic global	Évolution	Nombre de conteneurs
	en tonnes	en %	en équivalent vingt pieds
2010	4 233 365	-	216 180
2011	4 145 624	-2,1	220 290
2012	4 098 914	-1,1	221 420
2013	4 016 985	-2,0	212 989
2014	4 291 779	6,8	240 061
2015	4 529 070	5,5	249 663

Source : Port Réunion.

À l'inverse, le fret aérien baisse légèrement (26 300 tonnes, - 1 % par rapport à 2014), tout comme le trafic postal (- 5 800 tonnes, - 3 % par rapport à 2014).

Les immatriculations de voitures neuves en hausse

Les ventes de véhicules neufs continuent d'augmenter en 2015 : + 8 % après + 6 % en 2014. Avec 22 300 immatriculations, les ventes aux particuliers portent l'augmentation (+ 8 %).

Les immatriculations de véhicules utilitaires légers neufs augmentent plus faiblement (+ 5 %, 5 000 immatriculations). Par ailleurs, 167 véhicules de transport en commun neufs ont été immatriculés, soit 52 de plus qu'en 2014. Seules les immatriculations de véhicules industriels à moteur neufs diminuent, passant de 291 à 268. ■

L'activité bancaire continue de s'améliorer

L'activité bancaire continue de se renforcer en 2015. Les banques intègrent les changements économiques et réglementaires. Les actifs financiers progressent encore même si la préférence reste aux liquidités. La hausse des encours de crédits se confirme (+ 5 %), avec une participation accrue des prêteurs institutionnels. Simultanément les banques poursuivent l'assainissement de leur portefeuille de créances douteuses et voient leur résultat net atteindre leur plus haut niveau.

Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

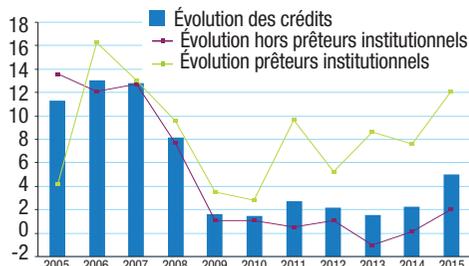
En 2015, 22 établissements (11 de crédits, 6 de crédits spécialisés, 5 sociétés de financement) et une institution financière internationale, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), animent l'activité bancaire de La Réunion.

L'économie réunionnaise a de plus en plus recours aux banques : le nombre de guichets, de distributeurs automatiques, de comptes bancaires ou encore de cartes de paiement augmentent. Néanmoins, les banques de détail réunionnaises n'échappent pas à des restructurations. Ainsi, leurs effectifs salariés baissent légèrement en 2015. Aussi, la digitalisation de l'économie et l'arrivée de nouveaux concurrents, ainsi que l'offre publique d'achat de la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) sur la Banque de La Réunion modifient le paysage bancaire local.

En 2015, les banques font davantage d'arbitrages sur les volumes et les profils de risque des prêts octroyés. En effet, elles poursuivent l'assimilation de contraintes réglementaires et continuent l'assainissement des portefeuilles. Le secteur bancaire de La Réunion développe aussi des financements partagés et la titrisation (*définitions*). Les banques

1 Les encours de crédits sont tirés par les prêteurs institutionnels

Évolution des encours de crédits à La Réunion



Source : Iedom.

diversifient également leurs sources de revenus (bancassurance, téléphonie, services annexes, etc.).

L'épargne et les crédits augmentent

En 2015, les actifs financiers (liquidités et produits d'épargne à long terme) des agents économiques réunionnais progressent de 4,1 % (+ 3,5 % en 2014). La somme des actifs financiers s'établit à 13 milliards d'euros, dont 505 millions d'euros collectés uniquement en 2015 (+ 80 millions par rapport à 2014). Les actifs financiers collectés chaque année progressent, mais la collecte nette annuelle reste inférieure aux niveaux observés avant la crise financière.

Parmi les actifs financiers, la préférence des agents économiques pour la liquidité est plus marquée en 2015 (68 % après 61 % pour les sociétés et 25 % contre 24 % pour les ménages). Cette préférence est en lien avec la faible rémunération des produits d'épargne.

En 2015, les encours de crédits consentis à l'ensemble des agents économiques augmentent deux fois plus qu'en 2014 : + 5 % après + 2,2 % en 2014 (figure 1). Toutefois, ils progressent bien moins vite qu'en 2006, année qui a connu un pic de croissance des crédits. Plus de financements sont consentis aux entreprises et aux collectivités territoriales, en lien avec la construction de la Nouvelle route du littoral ou des besoins des bailleurs sociaux. Les encours de crédits consentis aux ménages augmentent également (+ 1,4 % pour les crédits à la consommation et + 4,0 % pour les crédits immobiliers).

Les prêteurs institutionnels (principalement Agence Française de Développement et CDC) ont également un rôle de plus en plus important. Ils concentrent désormais 35 % des encours totaux de crédits à l'économie contre 25 % dans les années 2007-2008.

Les crédits à la consommation des ménages confirment leur redémarrage après plusieurs années de baisse.

De moins en moins de créances douteuses

Les créances douteuses brutes diminuent fortement en 2015 (- 50 millions d'euros soit - 4,9 %). Depuis juin 2012, elles ont reculé de 234 millions d'euros (figure 2). Le poids des créances douteuses s'établit désormais à 4,8 % des encours bruts totaux contre 6,6 % en juin 2012.

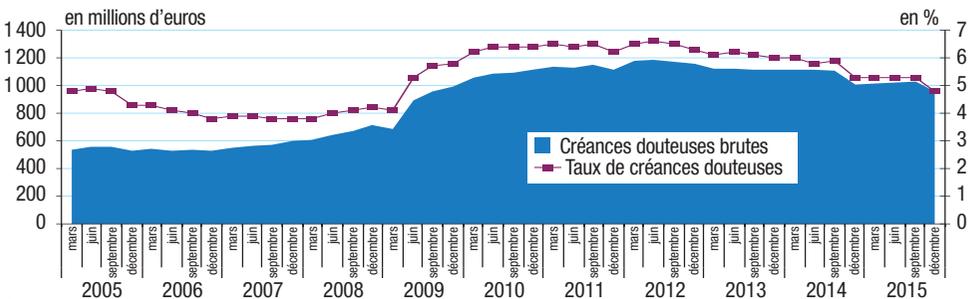
Une rentabilité solide du système bancaire

En 2015, le résultat net des principales banques ainsi que des autres établissements financiers affiche un niveau historique (85,6 millions d'euros). Le redémarrage de l'octroi de crédits cumulé à un coût du risque qui demeure faible, permet aux banques de dégager un meilleur résultat net. Toutefois, selon les stratégies commerciales poursuivies, il progresse à des rythmes différents pour chaque banque.

Les taux de marges d'intermédiation augmentent très légèrement pour s'établir à 2,2 % pour les banques et à 4,4 % pour les autres établissements. Les commissions plafonnent alors que les autres produits tirés de la diversification de leur activité tirent la croissance du produit net bancaire. ■

2 Les créances douteuses diminuent de 50 millions d'euros en 2015

Évolution des créances douteuses et de leur poids



Source : Iedom.

L'économie française accélère en 2015

En 2015, dans le mouvement européen, l'économie française continue d'accélérer. La croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume est estimée à + 1,3 % contre + 0,6 % en 2014. La consommation et le pouvoir d'achat des ménages sont en augmentation, les dépenses d'investissement rebondissent, l'emploi progresse et le taux de chômage est stable en 2015 en France.

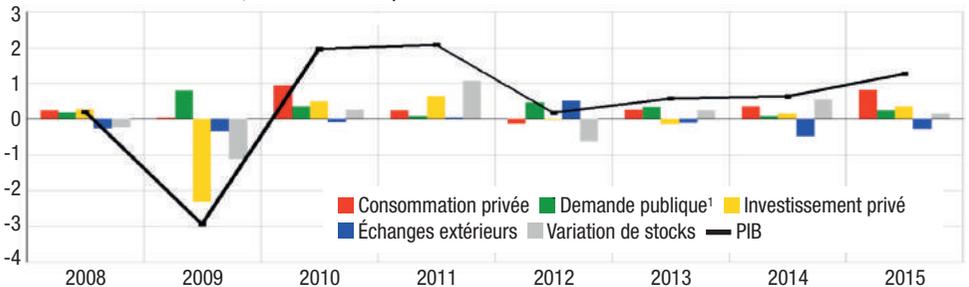
Camille Sutter, Division Synthèse Conjoncturelle

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs

externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle – notamment la mise en place d'un quantitative easing – de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

1 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

Variation annuelle en %, contributions en points



(1) Y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*figure 1*).

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat (*figure 2*). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole (SMNA) se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %). ■

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume au prix de l'année précédente (en %)			2015	
	2013	2014	2015	en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume (en points)
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2 181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	- 2,1
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
- dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM*	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	- 0,1	1,0	182,7	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	- 0,8	- 0,3	1,0	469,2	0,2
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
- ménages	- 0,5	- 3,5	- 0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	- 0,7	- 5,7	- 3,8	75,3	- 0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

*ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages. – Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2010.

La croissance mauricienne se maintient

En 2015, la croissance se maintient à Maurice (+ 3,5 % après + 3,6 % en 2014). La consommation finale progresse moins fortement et l'investissement poursuit sa baisse. En revanche, le déficit commercial continue de se réduire. La valeur ajoutée augmente dans tous les secteurs, sauf dans la construction et dans une moindre mesure dans l'agriculture. Le secteur de l'hébergement et de la restauration porte désormais la croissance.

Ratna Appadu, Statistics Mauritius

En 2015, la croissance économique à Maurice est proche de celle de 2014. Le produit intérieur brut (PIB) croît de 3,5 % en volume, après + 3,6 % en 2014. En valeur, il augmente de 4,5 % pour atteindre 404 milliards de roupies (10,3 milliards d'euros). Le PIB par habitant progresse de 4,3 %, passant de 306 200 roupies en 2014 à 319 500 roupies en 2015 (8 195 euros).

La consommation finale, hors inflation, croît un peu moins rapidement (+ 2,7 % après + 2,9 % en 2014), suite à une consommation des administrations publiques moins dynamique (+1,3 % après + 4,4 % en 2014). La consommation des ménages augmente quant à elle de 2,9 % après + 2,6 % en 2014.

1 Le PIB augmente de 3,5 % en 2015

Indicateurs macroéconomiques à Maurice

	2014 ^(p)	2015 ^(p)
PIB (milliards de roupies)	386,2	403,5
PIB par habitant (en roupies)	306 237	319 536
PIB par habitant (en euros)	7 556	8 195
Taux de croissance en volume (en %)		
PIB	3,6	3,5
Consommation finale	2,9	2,7
Investissement	-6,0	-5,2
Taux d'investissement (en % PIB)	19,2	17,7
Taux d'épargne (en % PIB)	11,5	11,4
Solde des échanges extérieurs de biens et services (en % PIB)	- 11,6	- 9,8
Déficit budgétaire (en % PIB)	3,2	3,3
Inflation (en %)	3,2	1,3
Taux de chômage (en %)	7,8	7,9

(p) : provisoire (r) : révisé

Note : L'année fiscale initialement de janvier à décembre de la même année, s'étale à partir de juillet 2015 de juillet à juin de l'année suivante. Le déficit budgétaire de 3,3 % pour l'année 2015 est donc une estimation à partir de la période Janvier-Juin 2015.

Source : Statistics Mauritius.

L'investissement est toujours en déclin

L'investissement est à son niveau le plus bas depuis 2009 (71,3 milliards de roupies). C'est la quatrième année consécutive de baisse. En volume, l'investissement diminue de 5,2 %, après 6,0 % en 2014. Cette dégradation s'explique par un net ralentissement de l'investissement privé (- 7,3 % en 2015 après - 8,4 % en 2014).

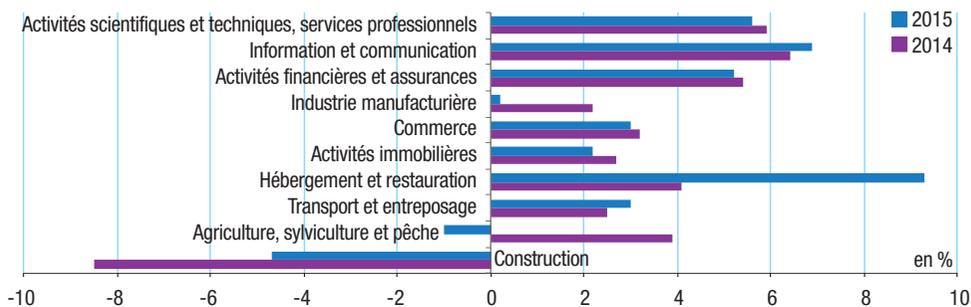
Le taux d'investissement continue ainsi de reculer en 2015. Il atteint 17,7 % du PIB (19,2 % en 2014). Il baisse dans le secteur privé (- 12,9 % après - 14,3 % en 2014) et dans le secteur public (- 4,8 % après - 4,9 % en 2014).

Le déficit commercial se réduit

En 2015, le solde du commerce extérieur enregistre un déficit de 39,5 milliards de roupies en baisse pour la deuxième année consécutive

2 Une industrie manufacturière moins dynamique

Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur à Maurice



Source : Statistics Mauritius.

(44,6 milliards de roupies en 2014 et 48,8 milliards de roupies en 2013). En effet, les exportations augmentent (+ 1,0 %) et les importations diminuent (- 1,3 %). Le déficit commercial passe de 11,6 % du PIB en 2014 à 9,8 % en 2015.

La baisse des exportations de biens (- 0,7 %) est compensée par la hausse des exportations de services, essentiellement du tourisme (+ 2,6 %).

Les importations de biens diminuent (- 3,3 %), suite à la chute des prix des produits pétroliers. Elles sont en partie compensées par la hausse des importations de services (+ 2,9 %).

La construction reste en berne

En 2015, la valeur ajoutée totale augmente en volume (+ 3,1 % après + 3,4 % en 2014). Elle progresse dans tous les secteurs à l'exception de la construction (- 4,7 % après - 8,5 % en 2014) et dans une moindre mesure de l'agriculture (- 1,0 % après + 3,9 % en 2014).

La valeur ajoutée de la production manufacturière, secteur clé de l'économie mauricienne, se tasse nettement (+ 0,2 % après + 2,2 % en 2014). En effet, l'année 2015 est marquée par le repli du secteur textile (- 2,9 % après + 1,0 % en 2014)

et de l'industrie sucrière affectée par un climat défavorable (- 7,2 % après + 0,6 % en 2014). Mais ces baisses sont compensées par le secteur de l'alimentation (hors sucre) (+ 3,9 %).

L'hébergement et la restauration, un secteur moteur

La valeur ajoutée du secteur de l'hébergement et de la restauration augmente de 9,3 % (après + 4,1 % en 2014), portée par une bonne année touristique (1,15 million de touristes après 1,04 million en 2014). Les recettes touristiques atteignent ainsi 50 milliards de roupies (44,3 milliards en 2014). Désormais, le secteur de l'hébergement et de la restauration est le premier contributeur à la croissance de la valeur ajoutée totale (0,6 point).

La valeur ajoutée du secteur « finance et assurance » continue d'augmenter (+ 5,2 %, après + 5,4 % en 2014). Elle reste également soutenue dans le commerce (+ 3,0 % après + 3,2 % en 2014). Les secteurs « finance et assurance » et « commerce » contribuent respectivement à hauteur de 0,5 point et 0,4 point à la croissance mauricienne. Les secteurs « activités scientifiques et techniques et services professionnels » et « information et communication » y contribuent chacun à hauteur de 0,3 point. ■

La baisse des coûts des matières premières joue sur la croissance

La baisse des prix des matières premières pénalise la croissance dans les pays exportateurs tels que l'Afrique du Sud, le Mozambique et Madagascar, mais soutient l'activité économique en Inde et aux Seychelles. La croissance marque le pas aux Comores et reste stable à Maurice.

Hervé Le Grand, Insee

En 2015, le produit intérieur brut (PIB) continue de progresser rapidement en **Inde** (+ 7,3 %) (*figure 1*). L'Inde est l'une des économies les plus dynamiques du monde, avec un rythme de croissance désormais plus rapide qu'en Chine (+ 6,9 %). L'inflation est relativement maîtrisée (+ 4,9 %) et l'économie profite de la baisse des cours mondiaux du pétrole.

À l'inverse, le **Mozambique** (+ 6,3 %) pâtit de la faiblesse des cours des matières premières et de la baisse des investissements étrangers.

L'**Afrique du Sud** subit également le recul des cours des matières premières et de la

demande chinoise qui pèsent sur la croissance (+ 1,3 %). Des coupures d'électricité ont limité l'activité. La sécheresse a obligé à importer du maïs pour la première fois depuis 2008.

À **Madagascar**, le rebond de l'activité économique (+ 3,0 %) est plus faible que prévu. Les industries extractives ont dû faire face à la chute des prix sur les marchés internationaux. Le secteur du tourisme a souffert d'interruptions partielles des vols en raison de grèves. De plus, la production de riz a été pénalisée par des intempéries début 2015.

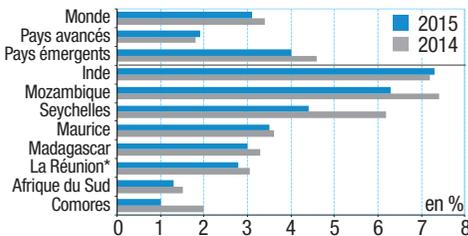
Avec une croissance de 4,4 % en 2015, les **Seychelles** bénéficient des bons résultats du tourisme (+ 19 % de visiteurs) et de la baisse des coûts d'importation d'énergie. La situation budgétaire s'améliore. La dette publique recule à 63,7 % en 2015.

La croissance est stable à **Maurice** (+ 3,5 % après + 3,6 % en 2014).

La situation économique s'est détériorée aux **Comores** (+ 1,0 %). Tous les secteurs d'activité ont souffert de graves pénuries d'électricité. De plus, la dépréciation du Franc comorien a généré des tensions sur les importations. ■

1 L'Inde, économie parmi les plus dynamiques au monde

Taux de croissance du PIB en volume en 2014 et 2015



(*) : estimations.

Source : Fonds monétaire international, Statistics Mauritius pour Maurice.

Définitions

Économie régionale

Le déflateur du PIB utilisé pour le calcul de la croissance mesure les prix de la consommation (ménages, administrations, associations), de l'investissement et du commerce extérieur. L'évolution du **prix du PIB** diffère de celle de l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC), son champ étant plus large. De même, l'évolution des **prix de la dépense de consommation finale des ménages**, bien que plus proche de l'IPC, diffère légèrement (cf. Insee Première n° 1554, p2, juin 2015).

Consommation-revenus

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés, ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Marché de l'emploi

Les **demandeurs d'emploi** sont classés en 5 catégories, les plus couramment citées étant les catégories A, B ou C. La **catégorie A** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la catégorie B regroupe ceux qui sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte ; la catégorie C regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de per-

sonnes actives (en emploi ou au chômage) parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus. Un **chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)** est une personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

Démographie des entreprises

Le **taux de création (ou de défaillance)** d'entreprises est le rapport du nombre des créations (ou de défaillances) d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de la même année.

Construction

Le nombre de **logements autorisés à la construction** est estimé à partir des informations disponibles dans la base de données Sit@del2. Cette base de données rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis accordés) et aux mises en chantier transmises par les communes à la Deal Réunion.

En matière de logement, des séries d'estimations en date réelle sont produites mensuellement pour évaluer le nombre d'autorisations et de mises en chantier. Sur la base des données collectées, ces séries intègrent une estimation de l'information non encore remontée. Les annulations ne sont pas retranchées.

Le **prêt social de location-accession** facilite l'accès à la propriété d'un ménage modeste sans apport initial. Le ménage loue d'abord le logement neuf agrée par l'État et verse une

redevance. Le ménage peut ensuite devenir propriétaire du logement à un tarif préférentiel et bénéficier d'aides.

Le **secteur locatif social** comprend les logements locatifs neufs et à réhabiliter, tels que les Logements Locatifs Sociaux ou Logements Locatifs Très Sociaux (LLS ou LLTS), les Prêts Locatifs Sociaux (PLS), les réhabilitations (REHA) et les Prêts Sociaux Location Accession (PSLA).

Tourisme

Les **nuitées** correspondent au nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Système bancaire

Coût du risque: il correspond différence entre les nouvelles dotations et les reprises sur provisions de créances douteuses ou irrécupérables. Il regroupe l'ensemble des risques inhérents à l'activité de crédit bancaire, que ceux-ci soient de change, de défaillance du débiteur, de contrepartie, de taux ou de crédit.

Créance douteuse: titre de créance dont on n'est pas sûr d'obtenir le remboursement à l'échéance, la plupart du temps du fait de la mauvaise santé financière du débiteur, et pour laquelle il faut donc passer une provision.

Dépôt à vue: dépôt de fonds effectué par un agent économique (ménage, entreprise, etc.) sur un compte bancaire ouvert auprès d'un établissement de crédit. Il a pour caractéristique de pouvoir être restitué à tout moment sur simple demande.

Épargne à long terme: placements non liquides, présentant des risques éventuellement élevés de perte en capital ou en rémunération, comprenant notamment les plans d'épargne logement, l'épargne en actions et en obligations et l'assurance-vie.

Marge d'intermédiation: c'est la différence entre le rendement moyen des prêts consentis par les établissements financiers et le coût moyen de leurs ressources empruntées (dépôts et livrets de la clientèle, emprunts interbancaires et dettes subordonnées).

Placements liquides ou à court terme: avoirs facilement et rapidement récupérables, sans risque de perte de valeur ni perte sensible de rémunération (livrets d'épargne, comptes à terme, certificats de dépôt négociable, OPCVM monétaires, etc.).

Le **produit net bancaire (PNB)** représente la différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement.

Résultat net: c'est la différence entre les produits et les charges de l'ensemble des établissements financiers (établissements de crédit et sociétés de financement) composant le système bancaire réunionnais.

Titrisation: opération par laquelle les établissements bancaires cèdent leurs créances à des organismes dits fonds communs de créances, qui émettent des titres négociables sur le marché; par cette opération, les créances bancaires sont transformées en titres.

- Coordination** Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte
- Contribution** CERBTP, CMA Réunion, Daaf Réunion, Deal Réunion, Dieccte Réunion, Agence IEDOM Réunion, Statistics Mauritius
- Auteurs** Sébastien Ajir (Insee)
Ratna Appadu (Statistics Mauritius)
Gil Chaulet (Daaf)
Maurice Colliez (Dieccte)
Antonin Creignou (Insee)
Bérangère Duplouy (Insee)
Claire Grangé (Deal)
Hervé Le Grand (Insee)
Françoise Legros (Insee)
Philippe Paillole (Insee)
Murielle Pougavanon Legros (CERBTP)
Gaëlle Rabaey (Insee)
Jannick Rivière (Insee)
Camille Sutter (Insee DG)
Claude Touzet (Insee)
Nadjib Vali (CMA)
Agence IEDOM Réunion
- Directrice de la publication** Valérie Roux
Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte
- Rédactrice en chef** Julie Boé
- Mise en page** Graphica
- Imprimerie** Graphica Saint-André

Retrouvez cette publication sur le site de l'Insee: www.insee.fr



IMPRIMÉ SUR PAPIER ÉCOLOGIQUE

GRAPHICA

DL N° 6205 - 06/16

© Insee 2016



Bilan économique 2015

La croissance se maintient

En 2015, la croissance se maintient à La Réunion (+ 2,8 % après + 3,1 %). Les prix diminuent tandis que les revenus sont en hausse. En conséquence, le pouvoir d'achat augmente et la consommation des ménages se renforce (+ 3,2 % en volume). L'investissement progresse, mais moins vite qu'en 2014. Les importations sont en valeur ralenties par la baisse des prix du carburant mais augmentent en volume. Les exportations repartent à la hausse.

La situation sur le marché du travail s'améliore. La demande d'emploi progresse modérément tandis que l'emploi salarié marchand reste dynamique (+ 3,7 % sur un an), notamment grâce aux services. L'emploi dans la construction confirme sa reprise. Au final, le taux de chômage diminue.

Les revenus agricoles poursuivent leur croissance (+ 9,8 %), bénéficiant d'une baisse des coûts des matières premières. Le léger redressement dans l'artisanat amorcé en 2014 se confirme. Dans la construction, l'activité liée à la Nouvelle route du littoral continue d'augmenter. En dehors de ce chantier, le chiffre d'affaires se contracte.

Le tourisme repart à la hausse en 2015 (+ 5,1 %) après trois années consécutives de recul. Cette reprise est en lien avec la progression du trafic aérien.

L'activité bancaire continue de se renforcer : la hausse des encours de crédits se confirme (+ 5 % en 2015). Les banques poursuivent l'assainissement de leur portefeuille et le résultat net atteint son plus haut niveau.

En 2015, dans le mouvement européen, l'économie française continue d'accélérer (+ 1,3 % après + 0,6 % en 2014). La croissance reste stable à Maurice (+ 3,5 %).

N°2

Juin 2016

ISSN : 2275-4318 (imprimée)

ISSN : 2272-3765 (en ligne)

Insee La Réunion - Mayotte

Parc technologique

10, rue Demarne - CS 72011

97443 Saint-Denis Cedex 9